

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0483 du 02 au 08 Déc 2024

Magazine

LE FAGACE

Dr Ngueto Tiraina
Yambaye
DG FAGACE

**CATALYSEUR
DE
CROISSANCE
ÉCONOMIQUE**

**ASFIA SOLAR
AWARDS 2024**

ISMÈNE AHAMIDÉ SACRÉE
POUR SON IMPACT



Sommaire

HEBDO N°0483 du 02 au 08 Déc 2024

BENIN

LE GOUVERNEMENT APPUIE LES PISCICULTEURS LOCAUX

BENIN

VERS UNE MEILLEURE ORGANISATION DU HADJ 2025

LE FAGACE

CATALYSEUR DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

BÉNIN

NOUVEL ÉLAN POUR LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES ET COMMERCIALES

CÔTE D'IVOIRE

SIMONE EHIVET EN ROUTE POUR 2025

NAMIBIE

L'OPPOSITION CONTESTE LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

MALI

LES INDÉPENDANTISTES FORMENT UNE NOUVELLE ALLIANCE

BENIN

RECRUTEMENT MASSIF POUR BOOSTER L'AGRICULTURE

FRANC-MAÇONNERIE AU BURKINA FASO
ENTRE TRADITION ET NOUVELLES ALLIANCES

ASFIA SOLAR AWARDS 2024

ISMÈNE AHAMIDÉ SACRÉE POUR SON IMPACT



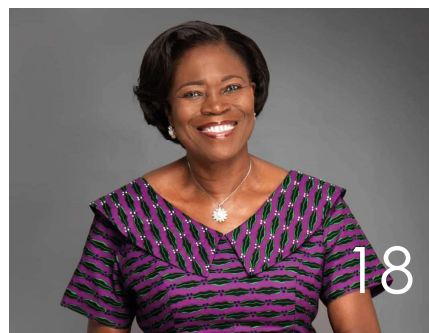
BÉNIN



BÉNIN



I N T E R



AFRIQUE



AFRIQUE

**ANNONCE DE LA PARUTION
DU MAGAZINE FIRST AFRIQUE MAG, HEBDO N°0483
DU 02 AU 08 DÉCEMBRE 2024**



Pourquoi lire FIRST AFRIQUE MAG cette semaine ?

Des reportages exclusifs sur les enjeux climatiques, politiques et sociaux du continent. Un éclairage inédit sur les dynamiques de jeunesse, de sport et de culture en Afrique. Une analyse claire et détaillée des grandes rencontres internationales impactant le continent.



Dr Ngueto Tiraina
Yambaye
DG FAGACE

LE CENTRE AGRICOLE OMEL À L'HONNEUR

Depuis sa nomination en 2020 à la tête du Fonds africain de garantie et de coopération économique (Fagace), Dr Ngueto Tiraina Yambaye n'a cessé de déployer une vision ambitieuse pour redynamiser cette institution panafricaine. Cet organisme, longtemps sous-utilisé malgré son

potentiel, s'impose aujourd'hui comme un levier crucial de développement économique et de création d'emplois en Afrique.

À son arrivée, le Fagace manquait de visibilité, même au sein des pays membres, et fonctionnait à seulement 10 % de ses capacités. Dr Yambaye et son

équipe ont entrepris une transformation structurelle en adoptant un plan stratégique quinquennal (2021-2025). Ce plan repose sur une gouvernance modernisée et la théorie des trois « R » — Rigueur, Responsabilité et Redevabilité. Cette approche a permis de tripler en quatre ans les engagements cumulés de garantie, passant

de 400 milliards à 1 307 milliards de FCFA, tout en mobilisant des ressources de 4 000 milliards de FCFA. Le Fagace a ainsi diversifié ses interventions, couvrant des secteurs variés comme les infrastructures, le logement social, l'agriculture, et le financement des petites et moyennes entreprises (PME). Environ 80 % de ses garanties soutiennent les PME, moteurs essentiels de l'économie locale. Grâce à des partenariats avec des banques, des chambres de commerce et des institutions de microfinance, l'accès au crédit a été facilité pour de nombreux entrepreneurs, notamment des jeunes et des femmes. Un exemple significatif est la création de garanties grossistes, permettant aux institutions de microfinance d'obtenir des fonds pour financer directement leurs projets.

Outre l'appui financier, le Fagace a investi dans le renforcement des capacités humaines, avec la mise en place d'un institut de formation interne. Cet institut forme les porteurs de projets et le personnel aux pratiques modernes de gestion, de financement et de gestion des risques. Pour Dr Yambaye, **« l'argent seul ne suffit pas ; le véritable capital, c'est le capital humain »**. Cette philosophie a transformé le fonctionnement de l'institution, où le personnel, motivé et compétent, travaille désormais dans un esprit collaboratif et de partage.

Cependant, des défis per-

sistent. Le Fagace doit encore convaincre davantage d'États et d'institutions non étatiques d'intégrer son capital. À ce jour, seuls 14 pays sont membres, mais des discussions sont en cours pour élargir ce cercle à 30 États. De plus, le manque de réglementation spécifique pour les fonds de garantie limite parfois leur efficacité. Actuellement assimilé à une banque de développement par les régulateurs, le Fagace œuvre pour l'adoption de normes adaptées à son rôle particulier.

Un autre défi réside dans la nécessité de renforcer les fonds propres du Fagace pour augmenter ses interventions. Avec un effet multiplicateur impressionnant, chaque franc de fonds propres pouvant garantir dix fois sa valeur en engagements, une augmentation de ces fonds aurait un impact significatif sur les économies des pays membres.

En matière de visibilité, des efforts considérables ont été faits. Une cellule de communication a été créée et tout le personnel est formé à l'anglais pour mieux collaborer avec les partenaires internationaux, notamment les futurs pays anglophones membres. Des bureaux d'information et de liaison ont également été installés dans chaque pays membre pour sensibiliser les entrepreneurs aux opportunités offertes par le Fagace.

Pour l'avenir, le plan stratégique 2026-2030 mettra l'accent sur la modernisa-

tion, la gouvernance et l'introduction d'instruments financiers innovants, tels que les garanties Swift et les titres verts. Ces outils permettront de répondre aux défis du financement durable tout en soutenant les initiatives locales.

Le rôle du Fagace s'étend bien au-delà du simple soutien financier. L'objectif ultime est de dynamiser les économies locales, réduire le chômage et améliorer les conditions de vie des populations. En accompagnant des projets structurants et en soutenant des secteurs stratégiques comme l'agriculture et l'élevage, le Fagace participe activement à la structuration des économies africaines.

Dr Yambaye souligne l'importance d'une économie inclusive, où les marchés locaux sont développés pour permettre aux producteurs d'écouler leurs produits sans grandes contraintes. Ce modèle, en favorisant l'économie de proximité, contribue à renforcer la résilience des communautés et à accélérer la prospérité.

Le Fagace, sous la direction de Dr Yambaye, se positionne comme un véritable moteur de la solidarité panafricaine et de la croissance économique. Grâce à une gestion rigoureuse, une vision stratégique claire et une mobilisation des acteurs économiques, il s'affirme comme un pilier essentiel pour bâtir une Afrique plus prospère et équitable. ■



NOUVEL ÉLAN POUR LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES ET COMMERCIALES

Sous la conduite éclairée du président Patrice Talon, le Bénin poursuit sa marche vers la modernité à travers des projets structurants qui redessinent progressivement le paysage urbain et économique du pays. Parmi les initiatives les plus ambitieuses figurent la construction d'un pôle commercial au Stade Général Mathieu Kérékou (GMK) et la restructuration du Palais des Sports. Ces projets emblématiques traduisent une volonté affirmée d'inscrire le Bénin dans une dynamique de transformation durable, à la fois sur le plan économique, culturel et sportif.

Le pôle commercial en cours de construction autour du Stade Général Mathieu Kérékou s'annonce comme un modèle unique en son genre dans la sous-région. Conçu selon des standards modernes et durables, il intègre des matériaux locaux tels que des briques béninoises et s'appuie sur une ventilation naturelle, réduisant ainsi son empreinte écologique tout en mettant en valeur le savoir-faire national. Cette infrastructure multifonctionnelle, pensée pour répondre aux besoins d'un large éventail de visiteurs, comprend un parking spacieux pouvant accueillir jusqu'à 3 000 véhicules, y compris motos

et voitures. Cet espace facilitera non seulement l'accès aux commerces, mais pourra également servir lors des grands événements organisés au stade voisin, renforçant ainsi l'utilité de l'infrastructure pour la communauté locale.

En son cœur, le pôle commercial est structuré pour accueillir environ 1 000 étals et 300 boutiques, offrant une vitrine exceptionnelle aux artisans et commerçants locaux ainsi qu'aux grandes enseignes. À cela s'ajoutent 70 restaurants, un espace destiné à satisfaire les attentes des visiteurs en matière de gastronomie et de convivialité. Quatre quartiers

distincts, chacun spécialisé dans des domaines variés tels que la maroquinerie, la bijouterie, la cosmétique ou encore le textile, donneront à cet espace un caractère unique et attrayant. Ce projet ne se limite pas à une simple vocation commerciale : il incarne une ambition plus large visant à faire du Bénin une destination phare pour le tourisme et les affaires en Afrique de l'Ouest.

En parallèle, la restructuration du Palais des Sports vient compléter cet élan de modernisation en cours dans la région. Cet espace, qui joue un rôle clé dans la promotion du sport au Bénin, est en train d'être transformé pour répondre aux normes internationales les plus exigeantes. La rénovation vise à offrir un cadre propice aux compétitions de haut niveau tout en renforçant l'attractivité de la destination Bénin sur la scène internationale. Doté d'équipements modernes, le Palais des Sports sera à même d'accueillir des événements sportifs majeurs, contribuant ainsi à diversifier l'offre culturelle et sportive du pays.

Au-delà des aspects techniques, ces projets s'inscrivent dans une vision stratégique visant à repositionner le Bénin comme un acteur majeur dans la sous-région. Le développement d'infrastructures de cette envergure génère des retombées significatives en termes d'emplois, tant pendant la phase de construction qu'après la

mise en service des installations. En effet, le pôle commercial et le Palais des Sports sont conçus pour devenir des pôles d'attraction, favorisant le développement économique et améliorant la qualité de vie des populations locales.

Ces chantiers reflètent également une volonté d'innovation et de modernité, avec une attention particulière portée à l'environnement et à la durabilité. L'utilisation de matériaux locaux, combinée à des techniques de construction respectueuses de l'environnement, démontre un engagement clair en faveur d'un développement harmonieux et responsable. Ces choix renforcent l'idée d'un Bénin moderne qui s'appuie sur ses ressources et son identité pour se projeter sur la scène internationale.

L'impact de ces projets dépasse les frontières nationales. En se dotant d'infrastructures commerciales et sportives de classe mondiale, le Bénin se positionne comme un hub attractif pour les investisseurs étrangers et les partenaires régionaux. Le pôle commercial, avec sa capacité à rassembler divers acteurs économiques et sociaux, devient un levier stratégique pour stimuler les échanges et dynamiser l'économie locale. Quant au Palais des Sports, il offre une plateforme idéale pour promouvoir les talents sportifs béninois tout en attirant des compétitions internationales, contribuant ainsi à renforcer l'image du pays à

l'échelle globale.

L'approche intégrée qui caractérise ces projets illustre une vision claire et cohérente du développement. En connectant les infrastructures sportives et commerciales, le gouvernement béninois crée des synergies qui profitent tant à la population qu'à l'économie nationale. Cette stratégie met en lumière l'importance de l'interconnexion entre différents secteurs pour générer un impact durable et transformer les défis en opportunités.

Avec la construction du pôle commercial du Stade Général Mathieu Kérékou et la restructuration du Palais des Sports, le Bénin fait un bond en avant vers la concrétisation de son ambition de modernisation et de dynamisme économique. Ces projets emblématiques ne sont pas seulement des infrastructures : ils symbolisent une aspiration collective à bâtir un avenir meilleur, en phase avec les défis du XXI^e siècle. En investissant dans de tels chantiers, le pays confirme sa volonté de se hisser parmi les nations les plus innovantes et compétitives de la région, tout en mettant en valeur son patrimoine et son potentiel humain. Ces infrastructures, lorsqu'elles seront achevées, seront le reflet d'un Bénin qui, résolument tourné vers l'avenir, avance avec assurance sur la voie du progrès.

LE FOOTBALL BÉNINOIS SE PROFESSIONNALISE



Dans le cadre de sa vision stratégique pour améliorer les performances sportives nationales, le Ministère des Sports, en collaboration avec la Fédération Béninoise de Football (FBF), a lancé une nouvelle session de formation pour la Licence D de la Confédération Africaine de Football (CAF). Cet effort conjoint vise à professionnaliser les encadrants sportifs locaux et à poser les bases d'un

écosystème footballistique durable et performant au Bénin.

La Licence D de la CAF, une certification reconnue à l'échelle continentale, constitue un tremplin pour les entraîneurs désireux d'aligner leurs compétences sur les standards internationaux. Pour cette deuxième session de formation, 31 encadrants ont été sélectionnés à travers le pays pour suivre un programme rigoureux combi-

nant théorie et pratique. Les cours théoriques se déroulent à la Maison des Jeunes de Porto-Novo, où les participants approfondissent des notions clés telles que la préparation physique, la gestion d'équipe, et l'analyse tactique. Ces connaissances sont ensuite mises en application au Centre d'Excellence de Misséréte, une infrastructure sportive moderne offrant des conditions optimales pour des entraînements pratiques.

LE FOOTBALL BÉNINOIS SE PROFESSIONNALISE

Après le succès de la première édition tenue à Abomey, cette deuxième session confirme la volonté des autorités béninoises d'étendre cette initiative à une échelle nationale. À travers ces formations, le Bénin ambitionne de professionnaliser son encadrement sportif afin de mieux préparer ses jeunes talents pour les compétitions locales, régionales et internationales.

Sous l'impulsion du Ministre des Sports, Benoît DATO, cette formation s'inscrit dans une dynamique de modernisation des pratiques sportives au Bénin. Pour lui, investir dans les compétences des encadrants est un levier crucial pour améliorer la qualité du football béninois.

« Nous croyons fermement que l'avenir de notre football repose sur la qualité de son encadrement. Ces formations sont un investissement dans nos talents locaux, pour faire du Bénin une force compétitive sur la scène africaine et mondiale », a-t-il affirmé lors du lancement de cette session.

En offrant des formations adaptées aux réalités du football moderne, le Ministère des Sports et la

FBF démontrent leur engagement envers un développement durable du sport. Ce projet reflète également une vision où chaque acteur du système – entraîneurs, joueurs et dirigeants – contribue activement à la construction d'un football national solide et respecté.

La Licence D de la CAF permet aux entraîneurs locaux de se familiariser avec des méthodologies d'entraînement modernes, adaptées aux exigences croissantes du football contemporain. Elle ouvre également la porte à une carrière professionnelle plus élargie, avec la possibilité de coacher dans d'autres pays africains ou d'évoluer vers des certifications supérieures.

Cette initiative a aussi pour but d'améliorer la détection et la formation des jeunes talents. En renforçant les capacités des encadrants, le football béninois se dote de ressources humaines mieux équipées pour identifier les potentiels, les accompagner dans leur développement et les préparer à des compétitions de haut niveau.

La Fédération Béninoise de Football, par la voix de son président Mathurin de

Chacus, a salué cette initiative comme un « tournant décisif » dans l'histoire du football national. **« Il ne s'agit pas seulement de former des entraîneurs, mais de poser les jalons d'un football durable et compétitif. Cette formation est une réponse concrète à la demande de professionnalisation exprimée par les acteurs du sport »**, a-t-il déclaré.

Le choix du Centre d'Excellence de Misséréty pour la phase pratique de la formation témoigne des progrès réalisés dans le domaine des infrastructures sportives au Bénin. Ce complexe moderne, conçu pour répondre aux standards internationaux, offre aux participants un cadre réaliste et stimulant pour perfectionner leurs compétences.

Le gouvernement béninois, avec l'appui de la FBF, prévoit d'étendre ce modèle à d'autres régions du pays afin de garantir un accès équitable à des formations de qualité. Cette stratégie vise à réduire les disparités entre les grandes villes et les zones rurales, tout en développant un vivier de talents réparti sur l'ensemble du territoire.

Au-delà des enjeux pure-

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

LE FOOTBALL BÉNINOIS SE PROFESSIONNALISE

ment sportifs, cette formation représente une opportunité pour le développement social et économique du pays. Le football, véritable vecteur de cohésion nationale, peut également devenir une source de revenus et d'opportunités pour les jeunes béninois.

En professionnalisant les entraîneurs, le Bénin jette les bases d'une industrie sportive capable de rivaliser avec les grandes nations du football africain. Cela passe par une amélioration globale des performances, mais aussi par une gestion plus efficace des talents et des infrastructures.

Les résultats attendus de cette initiative sont nombreux. À court terme, les entraîneurs formés à la Licence D de la CAF auront un impact direct sur les clubs locaux et les jeunes joueurs. À moyen et long terme, ces efforts contribueront à améliorer les performances des équipes nationales, permettant au Bénin de mieux se positionner dans les compétitions continentales et internationales.

Cette collaboration entre le Ministère des Sports et la Fédération Béninoise de Football témoigne d'une volonté commune de faire évoluer le football national. Avec un

encadrement renforcé, des infrastructures modernisées et une vision claire, le Bénin s'inscrit progressivement parmi les pays qui misent sur le sport comme levier de développement durable. En conclusion, cette deuxième session de formation pour la Licence D de la CAF marque une étape cruciale dans la quête du Bénin pour professionnaliser son football. Les 31 encadrants qui participent à cette session joueront un rôle central dans la construction de l'avenir sportif du pays, tout en consolidant la place du football béninois sur la scène internationale.





LE GOUVERNEMENT APPUIE LES PISCICULTEURS LOCAUX

Dans une démarche visant à renforcer le secteur piscicole national, le Gouvernement béninois, en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), a procédé à la remise de matériels et d'équipements modernes à des acteurs clés de la filière piscicole. Cet événement, organisé dans le cadre du Projet d'Appui au Développement des Filières Protéiniques (PADéFiP), s'est tenu le jeudi 28 novembre 2024 au Centre de Formation de Covè.

Au cours de cette cérémonie, des équipements de pointe ont été remis à deux associations principales : l'Association Nationale des Distributeurs

de Poisson d'Élevage du Bénin (ANADIPE-Bénin) et l'Association Nationale des Coopératives et Entreprises de Pisciculture du Bénin (ANACEP-Bénin). Monsieur William Winsou, président de l'ANADIPE-Bénin, a réceptionné un système motorisé de transport de poissons vivants. Cet équipement inclut un véhicule de type pick-up NISSAN HARD double cabine, des glacières isolantes et thermiques de grande capacité (142 litres), des cuves en plastique amovibles avec accessoires, ainsi qu'une motopompe à eau. Ce dispositif facilitera le transport des poissons vivants dans des conditions optimales, améliorant ainsi la qualité et la disponibilité des produits sur le marché.

De son côté, Martial K. Kouderin, président de l'ANACEP-Bénin, a reçu une unité complète de production d'aliments locaux pour poissons. Cette unité comprend un bâtiment d'exploitation de 90 m², divisé en espaces de stockage des matières premières, de production, et de commercialisation. L'ensemble est équipé d'une ligne de production moderne : un broyeur (300 à 400 kg/h), un mélangeur (100 à 150 kg/15 min), une extrudeuse (300 à 350 kg/h), des balances électroniques, des palettes de stockage, et d'autres accessoires indispensables. Ces équipements permettront d'augmenter la capacité de production locale d'aliments pour poissons, tout en réduisant les coûts

liés à l'importation. La Composante 2 du PADéFiP, à l'origine de ces dotations, cible spécifiquement les départements des Collines et du Zou. L'objectif principal est de dynamiser la filière piscicole continentale dans ces régions, où le potentiel aquacole est considérable mais encore sous-exploité. Pour les autorités locales présentes, notamment le Chargé de Mission du Préfet du Zou et le Maire de Covè, cette initiative représente une opportunité de développer l'économie régionale. Le Directeur départemental de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche du Zou a également souligné l'importance de ces équipements pour encourager la production locale, améliorer la qualité des produits piscicoles et accroître les revenus des pisciculteurs. Le secteur de la pisciculture au Bénin connaît une transformation progressive grâce à des initiatives comme le PADéFiP. La production piscicole locale est essentielle pour répondre à la demande croissante en protéines animales dans le pays, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des importations. La remise des équipements marque une étape importante pour professionnaliser la filière et améliorer sa compétitivité. Le système motorisé de transport permettra notamment de réduire les pertes liées au transport inadéquat des poissons vivants. Quant à l'unité de production d'aliments, elle contribuera à résoudre l'un des princi-

paux défis de la filière : l'accès à des aliments de qualité à des prix abordables. En soutenant les coopératives et entreprises locales, le Gouvernement béninois et l'AFD œuvrent également pour la création d'emplois et la valorisation des ressources locales.

Juste après la cérémonie de remise des équipements, le Directeur Général de l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA 7), représentant le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, a officiellement lancé les 3èmes Journées Nationales du Poisson d'Élevage du Bénin.

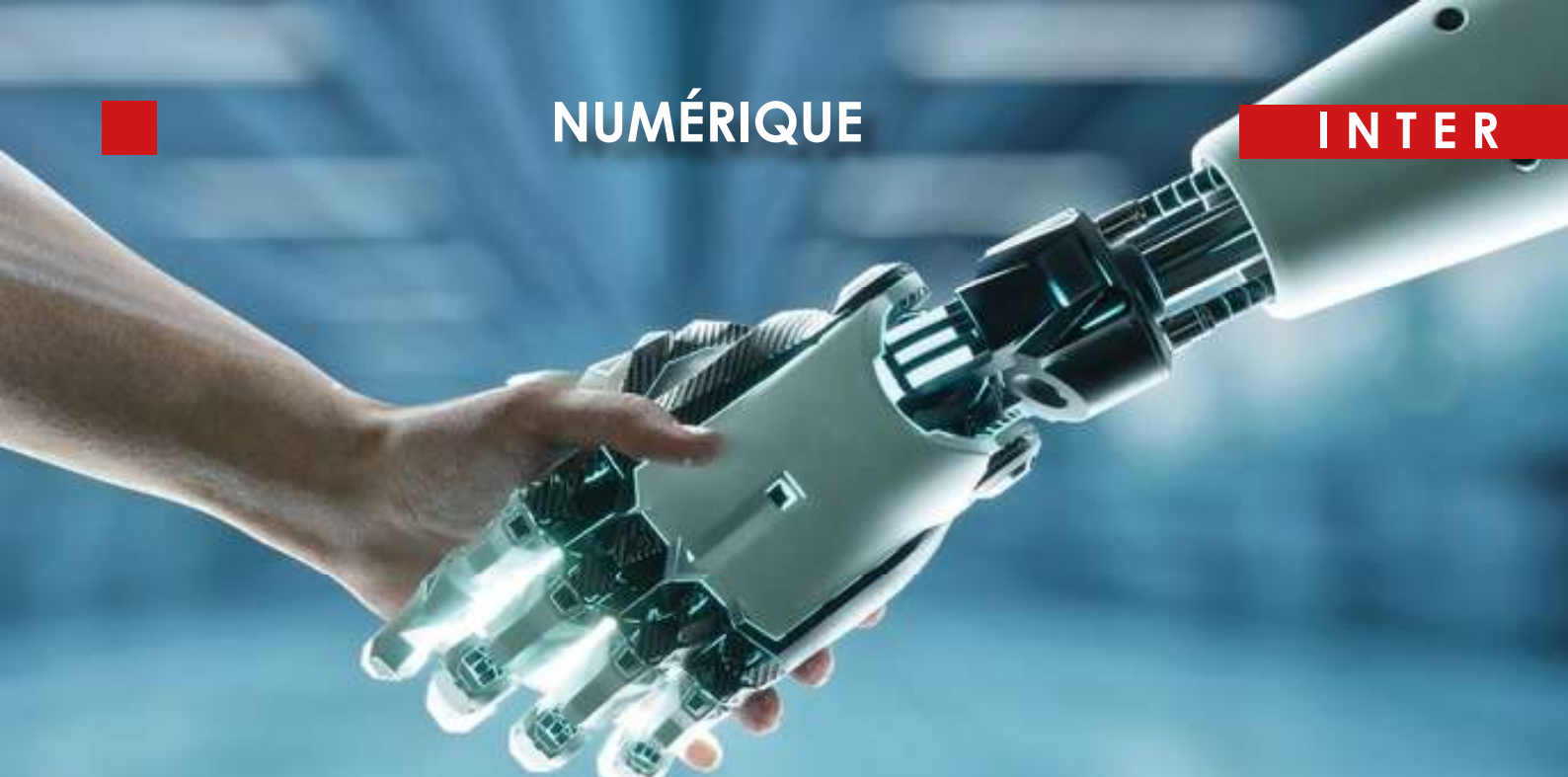
Ces journées, qui se déroulent à la Maison des Jeunes de Covè jusqu'au 30 novembre 2024, sont une plateforme unique pour mettre en lumière les avancées et défis de la pisciculture béninoise. Elles permettent également aux acteurs de la filière de partager leurs expériences, de découvrir de nouvelles technologies et de renforcer les collaborations. Lors de cette cérémonie, le Coordonnateur du projet PADéFiP et les Directeurs généraux des agences de développement agricole des pôles 5 et 7 ont insisté sur la nécessité d'une mobilisation accrue des acteurs autour de la filière piscicole.

Pour eux, la pisciculture n'est pas seulement un moyen de subvenir aux besoins alimentaires du pays, mais aussi un secteur stratégique pour diversifier l'économie nationale. La valorisation des res-

sources aquatiques et la promotion des produits locaux sont des priorités pour garantir une croissance durable. Grâce à des projets comme le PADéFiP, les pisciculteurs béninois disposent désormais d'outils performants pour accroître leur productivité. Ces avancées permettront à terme de répondre à la demande locale, mais aussi d'envisager des opportunités à l'exportation.

Pour les bénéficiaires, ces dotations sont un signe fort de l'engagement du Gouvernement et de ses partenaires à soutenir le développement du secteur. **« Ces équipements vont transformer notre manière de travailler. Nous avons désormais les moyens de produire plus efficacement et de mieux répondre aux attentes du marché »,** a déclaré Martial K. Kouderin. La remise des équipements et le lancement des Journées Nationales du Poisson d'Élevage traduisent la volonté du Gouvernement béninois de hisser la pisciculture au rang des filières stratégiques pour le développement national.

Avec l'appui de l'AFD et d'autres partenaires techniques et financiers, le Bénin s'engage résolument sur la voie de l'autonomisation des pisciculteurs et de la modernisation de la filière. À travers ces actions concrètes, le pays se donne les moyens de répondre aux besoins alimentaires croissants tout en favorisant une croissance économique inclusive et durable. ■



NEURALINK RÉVOLUTIONNE L'INTERFACE HOMME-MACHINE

Neuralink, l'entreprise fondée par Elon Musk, franchit une nouvelle étape dans le développement de ses implants cérébraux. À travers une étude de faisabilité ambitieuse, la société explore le potentiel de son implant N1 associé à un bras robotique d'assistance. Cette avancée promet d'ouvrir de nouvelles perspectives dans l'amélioration de la mobilité des personnes atteintes de paralysie.

C'est sur la plateforme X (anciennement Twitter) que Neuralink a dévoilé sa nouvelle initiative. L'entreprise a annoncé le lancement de l'étude CONVOY, visant à évaluer les capacités de son implant cérébral

à interagir avec un bras robotique. Cette expérimentation représente un « **premier pas important vers le rétablissement non seulement de la liberté numérique, mais aussi de la liberté physique** », selon les mots de la société.

L'objectif de Neuralink est clair : permettre à des personnes paralysées de retrouver une certaine autonomie physique grâce à l'association de la technologie cérébrale et de la robotique. Ce développement pourrait transformer la vie de millions de personnes à travers le monde, en leur offrant des moyens innovants pour interagir avec leur environnement. Cette nouvelle initiative s'inscrit dans la continuité de l'étude PRIME, un pro-

gramme en cours visant à évaluer l'implant N1 de Neuralink. PRIME consiste à insérer une puce dans une zone du cerveau responsable du mouvement, permettant ainsi aux patients de contrôler des terminaux numériques par la pensée. Depuis le lancement de PRIME, deux patients ont bénéficié de cette technologie, avec des implantations réalisées en janvier et en août 2024. Neuralink prévoit d'élargir ce programme à huit autres participants d'ici la fin de l'année. La nouveauté, cependant, réside dans l'autorisation donnée aux participants de PRIME de rejoindre également l'étude CONVOY. En intégrant ces deux programmes, Neuralink vise

à démontrer que son implant cérébral peut non seulement faciliter les interactions numériques, mais aussi aider à récupérer des fonctions physiques grâce à des dispositifs robotiques.

En parallèle, Neuralink marque un autre jalon majeur : son expansion hors des États-Unis. Le 20 novembre, l'entreprise a annoncé que le programme PRIME allait s'étendre au Canada, une première sur le plan international.

Cette initiative témoigne de l'intérêt croissant pour les technologies de Neuralink au-delà des frontières américaines. Les neurochirurgiens canadiens sont déjà en train de chercher des approbations réglementaires pour recruter six patients atteints de paralysie. Ces participants volontaires pourraient bénéficier de l'implant cérébral N1, contribuant ainsi à l'évaluation de ses performances dans des contextes variés.

Bien que les perspectives soient prometteuses, Neuralink doit faire face à plusieurs défis. Tout d'abord, la technologie d'interface cerveau-machine reste un domaine complexe et en constante évolution. L'intégration d'un implant cérébral à un bras robotique nécessite une précision extrême, tant dans la conception des dispositifs que dans leur application pratique.

De plus, les préoccupations éthiques et réglementaires entourant ces

innovations ne peuvent être ignorées. Les implants cérébraux impliquent une intervention invasive, ce qui soulève des questions sur la sécurité des patients, la protection des données neurologiques et les risques à long terme.

Cependant, Neuralink semble déterminée à relever ces défis, comme en témoigne l'obtention des autorisations nécessaires pour ses programmes, tant aux États-Unis qu'au Canada. Le projet CONVOY illustre la vision audacieuse de Neuralink pour repousser les limites des interactions homme-machine. En associant son implant N1 à des technologies robotiques, l'entreprise espère non seulement améliorer la vie des personnes paralysées, mais aussi explorer des applications plus larges. À terme, ces avancées pourraient s'étendre à d'autres domaines, tels que la réhabilitation des personnes atteintes de troubles neurologiques, l'amélioration des performances humaines ou encore le développement de nouvelles interfaces numériques.

Neuralink ne cache pas son ambition de transformer radicalement la manière dont les humains interagissent avec la technologie. Si ces études de faisabilité se révèlent concluantes, elles pourraient ouvrir la voie à une adoption plus large de ces dispositifs révolutionnaires.

Les innovations de Neura-

link s'inscrivent également dans un contexte sociétal où l'inclusion et l'accessibilité sont des enjeux majeurs. En redonnant de la mobilité à des personnes paralysées, ces technologies pourraient réduire les inégalités et améliorer la qualité de vie de nombreuses personnes.

Cependant, ces avancées posent aussi la question de leur accessibilité financière. Si l'implant cérébral et ses applications robotiques demeurent coûteux, il sera crucial de développer des modèles économiques permettant une adoption large, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

Neuralink poursuit sa quête pour révolutionner le domaine des interfaces cerveau-machine. Avec l'étude CONVOY et l'expansion internationale du programme PRIME, l'entreprise d'Elon Musk franchit une étape décisive dans le développement de technologies destinées à améliorer la mobilité et l'autonomie des personnes atteintes de paralysie.

Ces projets illustrent une vision où la technologie devient un levier pour restaurer des capacités physiques et transformer la vie des individus. Si de nombreux défis restent à relever, les perspectives offertes par ces innovations laissent entrevoir un avenir où la frontière entre l'homme et la machine se réinvente. ■



VERS UNE MEILLEURE ORGANISATION DU HADJ 2025

Dans le cadre des préparatifs pour le pèlerinage à La Mecque de l'année 2025, Olushegun Adjadi Bakari, ministre des Affaires étrangères et président du Comité d'Orientation et Supervision (COS) du Hadj, a rencontré ce jeudi 28 novembre 2024 les responsables des sociétés agréées pour fournir des services d'assistance aux pèlerins. Cette rencontre marque une étape cruciale dans le processus visant à garantir une organisation efficace et harmonieuse du Hadj 2025. À la suite de la publication officielle de

la liste des 41 sociétés agréées, le ministre Bakari a convié leurs représentants dans les locaux de son ministère. L'objectif principal de cette réunion était de définir les prochaines étapes pour lancer les préparatifs du pèlerinage dans les meilleurs délais. Le ministre a insisté sur la nécessité pour ces sociétés de désigner rapidement leurs représentants au sein du sous-COS et du COS. Ces structures auront pour rôle de superviser les différentes étapes du processus organisationnel et de veiller à la conformité des opérations avec les

exigences fixées par le gouvernement et les autorités saoudiennes.

Au cours de la réunion, les responsables des sociétés agréées ont eu l'occasion de faire part de leurs préoccupations et de leurs suggestions. Ces échanges, essentiels pour une planification concertée, ont permis de tirer des enseignements du Hadj 2024 et d'identifier les points à améliorer pour l'édition 2025. Bien que l'organisation du Hadj 2024 ait été globalement réussie, des difficultés subsistent. Parmi les défis recensés figurent les retards dans

la délivrance des visas, les problèmes de transport et certaines lacunes dans la logistique. Ces failles ont parfois impacté négativement l'expérience des pèlerins. Pour le ministre Bakari, ces défis doivent être surmontés pour garantir une organisation sans faille en 2025. Il a salué les efforts des sociétés agréées tout en les exhortant à redoubler d'efforts dans la phase à venir. L'objectif est clair : faire du Hadj 2025 une expérience spirituelle et logistique exemplaire pour les pèlerins béninois.

Le calendrier pour le Hadj 2025 a été officiellement dévoilé. Les pèlerins doivent prêter attention aux dates suivantes : la délivrance des visas est prévue entre le 19 février et le 18 avril 2025, tandis que le début des départs vers l'Arabie Saoudite est fixé au 29 avril 2025. Le quota pour cette édition a été maintenu à 2 300 pèlerins, un chiffre qui reflète l'engagement du gouvernement à offrir une organisation fluide et maîtrisée. Les frais de participation seront communiqués ultérieurement, mais les responsables des sociétés agréées ont été invités à prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir le paiement complet avant le 14 février 2025, date de clôture des inscriptions. Dans le cadre de la modernisation des procédures, les inscriptions pour le Hadj 2025 se feront exclusivement via la plateforme eHadj. Ce portail numérique, conçu pour

simplifier le processus, permettra aux pèlerins de s'inscrire facilement et de suivre l'évolution de leurs démarches. Le ministre Bakari a souligné l'importance pour les sociétés agréées de maîtriser cet outil et de guider efficacement leurs clients. Toute erreur ou retard dans les inscriptions pourrait compromettre le départ des pèlerins concernés, d'où l'urgence d'une préparation rigoureuse.

La liste des 41 sociétés agréées, publiée par le COS, comprend des acteurs expérimentés tels que Amana Hajj Bénin, Rahma pour le Hadj, et Labbaik Sari. Ces agences auront pour mission d'assurer un accompagnement complet, depuis les formalités administratives jusqu'à la prise en charge des pèlerins sur place en Arabie Saoudite. En collaborant avec ces structures, le COS vise à garantir un service de qualité, à la hauteur des attentes des pèlerins béninois. Chaque société agréée devra s'assurer que ses clients bénéficient d'un accompagnement professionnel et transparent tout au long du processus.

Pour le ministre Bakari, l'organisation du Hadj dépasse les considérations logistiques : il s'agit avant tout de permettre à chaque pèlerin de vivre une expérience spirituelle inoubliable. Cela passe par une planification rigoureuse et une communication fluide entre toutes les parties impliquées.

Les sociétés agréées, en tant qu'intermédiaires directs des pèlerins, jouent un rôle central dans cette démarche. Elles devront non seulement veiller à la qualité des services offerts, mais aussi promouvoir une information claire et précise sur les formalités, les coûts et les délais. Le gouvernement béninois, par l'intermédiaire du COS, reste déterminé à relever les défis organisationnels liés au pèlerinage. Des efforts sont déjà en cours pour renforcer la coordination avec les autorités saoudiennes, améliorer les conditions de voyage et optimiser les infrastructures logistiques.

Le Hadj 2025 représente une opportunité pour le Bénin de consolider sa réputation en matière d'organisation de grands événements religieux. Grâce à une collaboration étroite entre le gouvernement et les sociétés agréées, les pèlerins béninois pourront effectuer leur voyage dans des conditions optimales, tant sur le plan matériel que spirituel. En anticipant les défis et en misant sur une gestion transparente et efficace, le COS et ses partenaires aspirent à faire de cette édition du Hadj un véritable succès. Les mois à venir seront cruciaux pour traduire cette vision en réalité, dans l'intérêt des milliers de fidèles prêts à répondre à cet appel spirituel. ■



SIMONE EHIVET EN ROUTE POUR 2025

À moins d'un an de l'élection présidentielle ivoirienne prévue en 2025, l'ex-première dame Simone Ehivet s'impose sur la scène politique comme candidate officielle du Mouvement des générations capables (MGC), un parti qu'elle a fondé il y a seulement deux ans. La cérémonie d'investiture s'est déroulée ce samedi 30 novembre 2024 à Moossou, son village natal, dans une atmosphère d'enthousiasme et de ferveur populaire, réunissant plusieurs centaines de sympathisants et de figures politiques de l'opposition.

Les militants du MGC, rassemblés sous de larges tonnelles malgré la chaleur, ont affiché leur détermination à soutenir Simone Ehivet dans cette nouvelle étape de sa carrière politique. Pour eux, elle incarne une figure de lutte et d'espoir, comme en témoigne l'un d'eux : « **C'est une femme battante. Elle a fait ses preuves pour la République de Côte d'Ivoire aux côtés de son ex-mari. Il faut qu'elle accède au pouvoir pour montrer que les femmes savent diriger.**

» Un autre ajoute : « **Elle a des bonnes idées. Et ces idées-là, on veut qu'elle les mette au service de la Côte d'Ivoire.** »

L'apparition de Simone Ehivet, très attendue après plusieurs heures d'attente, a été marquée par un accueil chaleureux. À ses côtés sur la tribune, des figures de l'opposition, dont un vice-président du PD-CI-RDA, ainsi que Charles Blé Goudé, chef du Cojep, actuellement inéligible. Ce rassemblement de leaders d'opinions illustre la volonté de Simone Ehivet de bâtir une coalition solide, ou tout du moins de poser les bases d'un dialogue entre différentes sensibilités politiques dans un contexte où la Côte d'Ivoire cherche encore à consolider sa réconciliation nationale après des années de tensions.

Dans son discours d'une trentaine de minutes, Simone Ehivet a exposé les grandes lignes de son programme, axé sur des priorités nationales majeures. Elle a insisté sur la nécessité d'une réconciliation nationale durable, qu'elle propose d'atteindre par une amnistie générale pour les acteurs des crises

politiques passées. Ce projet reflète sa vision d'une Côte d'Ivoire apaisée, tournée vers un avenir où les différends politiques cèdent la place à la coopération et à la stabilité.

Outre la réconciliation, l'ex-première dame a mis l'accent sur des défis économiques cruciaux tels que la souveraineté alimentaire. Dans un pays où l'agriculture demeure une composante essentielle de l'économie, Simone Ehivet prône des politiques qui renforcent la capacité des agriculteurs ivoiriens à subvenir aux besoins de la population sans dépendre excessivement des importations. Son programme inclut également l'industrialisation, qu'elle considère comme une voie incontournable pour transformer les matières premières locales et générer des emplois durables. Un autre point fort de son discours a été l'instauration de services militaire et civique obligatoires. Pour Simone Ehivet, ces initiatives visent à renforcer le sentiment d'appartenance nationale tout en offrant aux jeunes des opportunités de formation et de contribution active au développement

SIMONE EHIVET EN ROUTE POUR 2025

du pays. Cette proposition suscite toutefois des débats, certains y voyant une approche audacieuse pour mobiliser la jeunesse, tandis que d'autres s'interrogent sur sa mise en œuvre pratique et son acceptation par la population.

Simone Ehivet est consciente du défi qui l'attend. La campagne présidentielle sera intense, et elle devra convaincre une population hétérogène, marquée par des années de polarisation politique. Face à la presse, elle s'est montrée ouverte à des alliances stratégiques, notamment avec son ex-mari, Laurent Gbagbo, ancien président et figure emblématique de la politique ivoirienne. **« C'est une personnalité politique. On discutera si la chose est possible »**, a-t-elle déclaré, laissant entrevoir la possibilité d'un rapprochement avec le Parti des peuples africains, Côte d'Ivoire (PPA-CI), dirigé par Gbagbo.

Pour autant, la question de sa candidature suscite des interrogations. Si son engagement politique est indéniable, elle devra surmonter les critiques liées à son passé aux côtés de Laurent Gbagbo, notamment son rôle durant la crise postélectorale de 2010-2011. Cependant, ses partisans mettent en avant son parcours, son indépendance et sa capacité à incarner un leadership féminin, rare dans le paysage politique ivoirien.

Le soutien dont elle bénéficie au sein de son parti et auprès d'une partie de la population reflète un désir de changement et une aspiration à une représentation plus diversifiée dans la sphère politique. Sa candidature marque également une étape importante pour les femmes en politique en Côte d'Ivoire. Si elle est élue, elle deviendra la première femme à diriger le pays, un symbole fort pour la région.

Simone Ehivet sait que le temps presse. Avec moins d'un an avant les élec-

tions, chaque étape de sa campagne comptera. Elle devra mobiliser ses bases, élargir son audience et convaincre les sceptiques de la pertinence de son programme et de sa capacité à diriger la nation. Les alliances qu'elle forgea, ainsi que sa capacité à proposer des solutions concrètes aux défis économiques, sociaux et politiques du pays, seront déterminantes pour son succès.

Alors que la Côte d'Ivoire s'apprête à entrer dans une nouvelle phase électorale, la candidature de Simone Ehivet s'impose comme un élément clé du paysage politique. Elle incarne à la fois un retour aux sources et une promesse d'avenir, un mélange de continuité et de rupture qui pourrait bien redéfinir les dynamiques politiques du pays. Reste à voir si son message résonnera suffisamment fort pour la propulser à la tête de la nation en 2025. ■



SIMONE EHIVET EN ROUTE POUR 2025



L'OPPOSITION CONTESTE LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

En Namibie, les tensions politiques montent à la suite des élections générales tenues mercredi dernier, marquées par une prolongation controversée et des allégations de fraude. L'opposition, menée par Panduleni Itula, principal candidat et leader de l'Independent Patriots for Change (IPC), a appelé à l'annulation des résultats, contestant la légitimité du processus électoral. Cette contestation ouvre une nouvelle phase d'incertitude politique dans un pays où la South West Africa People's Organization (SWAPO) règne sans partage depuis 34 ans.

Le scrutin, initialement prévu pour se dérouler sur une seule journée, a été prolongé de manière inhabituelle en raison d'une participation massive. Les bureaux de vote, censés fermer mercredi soir, sont restés ouverts jusqu'au jeudi matin, témoignant de l'afflux d'électeurs déterminés à exercer leur droit de vote. Cette prolongation, bien que justifiée par les autorités comme une mesure visant à garantir la participation de tous, a suscité des critiques acerbes de l'opposition, qui y voit une tentative de manipulation électorale. Panduleni Itula, s'exprimant peu avant la ferme-

ture définitive des bureaux de vote, a affirmé que son parti ne reconnaîtrait pas les résultats issus d'un processus qu'il qualifie d'entaché d'irrégularités. *« Nous avons été témoins d'une organisation chaotique et d'une volonté apparente de biaiser le résultat final. Ces élections ne reflètent pas la volonté du peuple namibien »,* a-t-il déclaré.

Les premières tendances, basées sur le dépouillement de dix des 121 circonscriptions du pays, donnent une avance notable à Netumbo Nandi-Ndaitwah, candidate de la SWAPO, avec 48 % des suffrages. Panduleni Itula suit avec 29 %, tandis que les autres candidats, issus de formations politiques minoritaires, se partagent le reste des voix. Bien que ces résultats ne soient que partiels, ils suggèrent que la SWAPO pourrait conserver son emprise sur le pouvoir, bien que son soutien semble s'éroder par rapport aux élections précédentes.

L'IPC, fondé en 2020 par Panduleni Itula, s'est rapidement imposé comme une force politique majeure en Namibie, canalissant le mécontentement croissant à l'égard de la SWAPO. Ce mécontentement trouve ses racines dans des accusations de corruption, une gestion économique jugée inef-

ficace et des inégalités sociales persistantes. En contestant la légitimité des élections, l'IPC cherche à amplifier la pression sur le parti au pouvoir et à mobiliser l'opinion publique contre ce qu'il perçoit comme une mainmise injuste sur les institutions du pays.

Cependant, les autorités électorales namibiennes rejettent fermement ces accusations, affirmant que la prolongation du vote visait uniquement à garantir l'accès des citoyens aux urnes dans des conditions équitables. Elles soutiennent que le processus s'est déroulé conformément aux lois électorales en vigueur et promettent de mener une enquête approfondie sur les allégations de fraude. Malgré ces assurances, la confiance de l'opposition et d'une partie de l'électorat dans l'intégrité du processus semble largement érodée. La Namibie, souvent saluée pour sa stabilité politique depuis son indépendance en 1990, se trouve ainsi confrontée à l'un des défis électoraux les plus sérieux de son histoire récente. La domination de la SWAPO, autrefois perçue comme le garant de l'unité nationale et de la libération, est désormais remise en question par une génération plus jeune et des segments de la société



frustrés par un manque de progrès économique.

Le recours croissant à des technologies électorales avancées, telles que les machines à voter électroniques, a également fait l'objet de vives critiques. L'IPC et d'autres partis de l'opposition ont exprimé des préoccupations quant à la transparence et à la fiabilité de ces dispositifs, accusant la SWAPO de les utiliser à son avantage. Ces accusations ont alimenté un climat de suspicion qui risque de polariser davantage l'opinion publique. Dans ce contexte, l'appel de Panduleni Itula à l'annulation des résultats élec-

toraux marque une escalade dans la confrontation politique. Ses partisans espèrent que cette démarche attirera l'attention internationale sur ce qu'ils perçoivent comme des violations démocratiques. Toutefois, une telle initiative pourrait également entraîner une impasse institutionnelle, voire des troubles sociaux, si les tensions ne sont pas désamorcées rapidement.

La candidate de la SWAPO, Netumbo Nandi-Ndaitwah, reste pour sa part confiante, appelant au calme et à la patience alors que le dépouillement

se poursuit. Elle insiste sur le fait que son parti est prêt à travailler avec toutes les forces politiques pour renforcer la démocratie namibienne. Cependant, cette rhétorique conciliatrice pourrait ne pas suffire à apaiser les craintes de l'opposition et d'une partie de l'électorat.

Les jours à venir seront cruciaux pour déterminer la trajectoire politique de la Namibie. Si les allégations de fraude ne sont pas traitées de manière transparente, la légitimité du futur gouvernement pourrait être sérieusement remise en cause, compromettant ainsi la stabilité

du pays. À l'inverse, une résolution rapide et crédible des différends pourrait renforcer les institutions démocratiques et restaurer la confiance du peuple namibien dans son système électoral.

Quoi qu'il en soit, les élections générales de 2024 resteront dans les mémoires comme un moment charnière pour la Namibie. Entre les aspirations au changement incarnées par l'IPC et la résilience d'un parti historique confronté à des vents contraires, l'avenir politique du pays reste incertain. ■



LES INDÉPENDANTISTES FORMENT UNE NOUVELLE ALLIANCE

Au Mali, la situation politique et militaire dans le nord du pays continue de se complexifier. Les principaux groupes armés séparatistes ont annoncé la création d'une nouvelle coalition politico-militaire nommée « Front de libération de l'Azawad » (FLA). Cette entité se veut le nouveau porte-étendard des aspirations indépendantistes de l'Azawad, territoire revendiqué par ces mouvements. La déclaration officielle est intervenue à l'issue d'une rencontre stratégique tenue du 26 au 30 novembre 2024 par les responsables du

Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA).

Le FLA se présente comme une coalition unifiée visant à relancer la lutte pour l'autodétermination des populations de l'Azawad, majoritairement touarègues. Dans leur communiqué, les dirigeants de cette nouvelle alliance affirment que l'objectif principal du FLA est de parvenir à « *la libération totale de l'Azawad* » et à l'établissement de ses propres structures d'autorité. Cette initiative marque une étape supplémentaire dans le bras de fer engagé avec

Bamako, exacerbant les tensions déjà explosives dans cette région en proie aux violences depuis plus d'une décennie.

La genèse de cette nouvelle coalition s'inscrit dans un contexte de frustration grandissante chez les indépendantistes face à ce qu'ils considèrent comme des manquements répétés du gouvernement malien aux engagements pris dans le cadre des accords de paix. Le communiqué du FLA dénonce notamment les massacres de civils attribués à l'armée malienne et à ses alliés russes, ainsi que le non-respect des dispositions conve-

nues dans les accords précédents, notamment ceux d'Alger en 2015.

L'Azawad, territoire convoité et historiquement marginalisé, est au cœur des revendications indépendantistes depuis des décennies. La prise de contrôle de Kidal, bastion emblématique de la lutte séparatiste, par l'armée malienne fin 2023, a été un tournant décisif. Cette victoire militaire, hautement symbolique pour Bamako, a marqué une reprise de contrôle territorial par l'État central, mais elle a également ravivé le sentiment d'injustice et d'oppression parmi les populations du Nord.

Pour les leaders du FLA, la création de cette coalition est une réponse directe à ce qu'ils perçoivent comme une escalade des violences et une volonté de marginalisation orchestrée par Bamako. Selon eux, l'intervention croissante des forces étrangères, notamment russes, aux côtés de l'armée malienne, a contribué à aggraver les tensions et à miner les perspectives d'un règlement pacifique du conflit.

Cette reconfiguration des forces indépendantistes intervient également dans un contexte de recomposition des alliances sur le terrain. Depuis le retrait des troupes françaises de l'opération Barkhane et la montée en puissance des groupes paramilitaires russes, le paysage sécuri-

taire et politique au Mali est en pleine mutation. L'État malien, désormais fortement soutenu par ses nouveaux alliés, a renforcé ses offensives dans le Nord, reprenant plusieurs localités stratégiques autrefois sous le contrôle des groupes armés séparatistes.

La création du FLA semble donc s'inscrire dans une stratégie visant à contrer cette dynamique en réaffirmant la résistance armée et politique des indépendantistes. En regroupant les différentes factions du CSP-DPA sous une bannière commune, les leaders espèrent renforcer leur cohésion interne et accroître leur capacité de négociation, voire de confrontation, face à Bamako.

Cependant, cette nouvelle donne risque d'exacerber encore davantage les tensions déjà palpables dans le pays. Les autorités maliennes n'ont pas encore réagi officiellement à l'annonce de la création du FLA, mais il est peu probable qu'elles considèrent cette initiative d'un bon œil. Pour Bamako, toute tentative de remise en question de l'intégrité territoriale du Mali constitue une ligne rouge non négociable.

Par ailleurs, la création du FLA intervient à un moment où les civils du Nord, pris entre deux feux, continuent de subir les conséquences de ce conflit prolongé. Les populations

locales, souvent abandonnées à elles-mêmes, aspirent à la sécurité et à la stabilité, mais les perspectives de paix semblent de plus en plus éloignées.

La communauté internationale, qui joue un rôle important dans la gestion du dossier malien, observe cette évolution avec inquiétude. L'ONU, l'Union africaine et d'autres partenaires internationaux ont maintes fois appelé au dialogue et au respect des accords de paix, mais la réalité sur le terrain montre une dynamique opposée, où la confrontation prime sur la coopération.

Alors que le FLA prend forme, une question cruciale demeure : cette nouvelle coalition parviendra-t-elle à fédérer l'ensemble des forces séparatistes et à rétablir un équilibre de pouvoir face à Bamako, ou s'agit-il d'une tentative désespérée dans un contexte de division croissante au sein du mouvement indépendantiste ?

Dans tous les cas, la naissance du FLA marque une nouvelle étape dans la crise malienne, accentuant les défis pour un pays déjà en proie à une instabilité chronique. Les mois à venir seront déterminants pour mesurer l'impact de cette coalition sur l'évolution du conflit, mais une chose est sûre : le chemin vers la paix et la réconciliation reste semé d'embûches. ■



RECRUTEMENT MASSIF POUR BOOSTER L'AGRICULTURE

Le Bénin a franchi une nouvelle étape dans son effort de modernisation de l'administration publique avec le lancement, ce samedi 30 novembre 2024, du concours de recrutement de 225 agents contractuels au profit du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP). L'événement, marqué par la mobilisation de 5.231 candidats répartis dans huit centres de composition à travers le pays, a été présidé à Cotonou par Madame Adidjatou MATHYS, Ministre du Travail et de la Fonction

Publique, et son homologue de l'Agriculture, Monsieur Gaston Cossi DOSSOUHOUI.

Ce recrutement répond à une nécessité impérieuse : compenser les départs à la retraite de nombreux agents de ce ministère stratégique, tout en offrant des emplois décents à des jeunes en quête d'opportunités. « Ce recrutement vient pour combler un vide sur le terrain », a déclaré le Ministre Gaston Cossi DOSSOUHOUI, soulignant l'urgence de disposer de personnel qualifié pour accompagner les producteurs et assurer le

contrôle de la qualité dans les divers projets et programmes en cours.

Les profils recherchés couvrent un éventail de spécialités indispensables à l'essor du secteur agricole. Il s'agit notamment d'Ingénieurs du Développement Rural, de Vétérinaires Inspecteurs, d'Ingénieurs en statistique, d'Administrateurs, et d'Analystes programmeurs. Ces futurs agents, après leur formation et déploiement, seront chargés de tâches variées allant du contrôle de qualité à l'appui-conseil technique sur le terrain. « **Bien que ce recrutement ne comble**

pas totalement le déficit, il offre une opportunité précieuse pour renforcer les capacités des équipes sur le terrain », a ajouté le Ministre DOSSOUHOUI.

Ce concours se distingue également par une innovation majeure en matière d'inclusion sociale : la participation de 11 candidats en situation de handicap. Cette démarche, saluée par les observateurs, illustre la volonté du gouvernement béninois, sous la présidence de Patrice TALON, de promouvoir l'égalité des chances et l'intégration des personnes handicapées. **« Faire une discrimination positive en faveur des personnes handicapées, c'est reconnaître leur compétence et leur potentiel »**, a expliqué Monsieur DOSSOUHOUI. Ces candidats, selon leurs qualifications, occuperont des postes stratégiques où ils pourront s'épanouir et prouver leur valeur.

Sur les 5.231 candidats, les femmes représentent 22 %, reflétant une avancée vers une meilleure représentation féminine dans le secteur public. Madame Adidjatou MATHYS a exprimé son optimisme quant à l'impact de ce recrutement : **« Avec ce recrutement, le MAEP va pouvoir faire davantage pour soutenir la production et la consommation locale. »**

La journée de lancement s'est déroulée dans un climat d'engouement et de sérieux. Le CEG Sainte Rita, à Cotonou, a accueilli la délégation ministérielle

pour constater l'effectivité du déroulement des épreuves. Par la suite, les ministres se sont rendus au CEG Gbégamey, un autre centre de composition, où ils ont rencontré des candidats concentrés et motivés.

Les autres centres de composition étaient situés dans les départements de l'Atacora (CEG 1 Natitingou), du Borgou (CEG Zongo et Lycée Mathieu BOUKE), du Mono (CEG 1 Lokossa), de l'Ouémé (Lycée Béhanzin) et du Zou (CEG 1 Abomey). Cette répartition géographique témoigne de l'effort du gouvernement pour garantir un accès équitable à tous les citoyens, quel que soit leur lieu de résidence.

Le concours de recrutement s'inscrit dans une vision plus large de réforme et de modernisation de la fonction publique béninoise. Depuis plusieurs années, le gouvernement déploie des efforts pour accroître la performance de l'administration et répondre aux défis économiques et sociaux du pays. Ce processus inclut le renouvellement du personnel dans des secteurs stratégiques, tels que l'agriculture, qui joue un rôle central dans l'économie nationale.

Le choix de renforcer le MAEP reflète la reconnaissance de son rôle crucial dans l'autosuffisance alimentaire, l'amélioration des revenus des agriculteurs, et la modernisation des méthodes de production. Avec des agents

techniques mieux formés et davantage impliqués, le ministère pourra mieux accompagner les producteurs dans l'adoption de technologies innovantes, la gestion des ressources naturelles, et l'optimisation des rendements agricoles.

Ce concours, au-delà de son objectif immédiat de recrutement, envoie également un signal fort aux jeunes béninois : le secteur agricole regorge d'opportunités et reste un pilier de développement pour le pays. Par ailleurs, il met en lumière l'engagement du gouvernement à réduire le chômage en créant des emplois décents et durables.

Alors que les épreuves se déroulent dans un climat de transparence et d'équité, les regards sont désormais tournés vers l'après-concours. Une fois les résultats publiés, les 225 nouveaux agents rejoindront les rangs du MAEP pour contribuer à relever les nombreux défis auxquels le secteur agricole est confronté.

Ce recrutement marque ainsi une étape clé dans l'ambition du Bénin de bâtir une administration publique compétente et inclusive, capable de porter les aspirations de développement durable du pays. Les mois à venir seront déterminants pour évaluer l'impact de ces nouvelles recrues sur le terrain, mais l'initiative suscite déjà beaucoup d'espoir. ■

ENTRE TRADITION ET NOUVELLES ALLIANCES



Le 23 novembre dernier, la Grande Loge du Burkina Faso a tenu son assemblée générale annuelle à Ouagadougou, un événement marquant pour la communauté maçonnique nationale et internationale. Si l'absence des représentants français a suscité de nombreuses interrogations, celle des délégations russes a été particulièrement remarquée, soulignant les mutations géopolitiques qui influencent même

les cercles maçonniques. L'assemblée générale de la Grande Loge du Burkina Faso, dirigée par le Grand Maître Alain Roger Coeffé, a réuni des délégations de onze pays, illustrant l'importance de cet événement dans le paysage maçonnique africain. Comme à l'accoutumée, les travaux se sont conclus par la « soirée des dames », une tradition qui symbolise l'harmonie et la convivialité au sein de la communauté.

Cependant, l'absence no-

table des « frères » français, habituels partenaires des loges burkinabè, a jeté une ombre sur cet événement. Cette absence est perçue comme le reflet des tensions croissantes entre Paris et Ouagadougou, alimentées par des divergences politiques et économiques récentes.

L'absence des représentants français à cette assemblée générale marque un tournant dans les relations entre les loges maçonniques des deux

ENTRE TRADITION ET NOUVELLES ALLIANCES

pays. Historiquement, la France a joué un rôle clé dans l'implantation et l'accompagnement des loges francophones en Afrique de l'Ouest. Pourtant, les récents désaccords entre le Burkina Faso et la France, notamment sur les questions de coopération militaire et d'influence régionale, semblent avoir affecté ces relations fraternelles.

Cette situation reflète un rejet croissant de l'héritage colonial français par certaines élites africaines, y compris au sein des réseaux maçonniques. Des loges comme celle du Burkina Faso cherchent désormais à affirmer leur indépendance et à diversifier leurs partenariats.

Contrairement à la France, la Russie était bien représentée à Ouagadougou, témoignant de sa stratégie d'influence croissante sur le continent africain. Alors que Moscou multiplie les alliances politiques et économiques en Afrique, elle semble également s'intéresser aux cercles maçonniques, souvent considérés comme des espaces d'influence discrète mais puissante.

Cette présence russe ne passe pas inaperçue. Elle illustre un rééquilibrage des relations internationales au sein de la franc-maçonnerie africaine, à l'image

de la géopolitique actuelle. Certains voient dans cette évolution une opportunité pour les loges africaines de s'affranchir des tutelles traditionnelles, tandis que d'autres craignent une instrumentalisation de la maçonnerie à des fins politiques.

La franc-maçonnerie burkinabè, comme ailleurs en Afrique, évolue dans un contexte de revendication d'indépendance et de réappropriation des traditions locales. Si les loges restent attachées aux principes universels de fraternité et de progrès, elles cherchent à intégrer des valeurs et des symboles culturels propres à leur environnement.

Cette quête d'autonomie s'accompagne d'une diversification des partenaires internationaux. Outre la Russie, d'autres acteurs comme la Chine ou les pays du Moyen-Orient manifestent un intérêt croissant pour les réseaux maçonniques africains, qu'ils perçoivent comme des relais stratégiques.

La rupture entre la France et la Grande Loge du Burkina Faso, bien que symbolique, pourrait avoir des répercussions plus larges. Elle pose la question de l'avenir des relations entre les loges africaines et européennes dans

un monde multipolaire.

Pour le Burkina Faso, cette situation représente une opportunité de repenser sa place dans la franc-maçonnerie internationale. En s'ouvrant à de nouveaux partenaires, la Grande Loge burkinabè pourrait renforcer son autonomie et jouer un rôle de premier plan dans le renouveau de la maçonnerie africaine.

L'assemblée générale de la Grande Loge du Burkina Faso à Ouagadougou a mis en lumière des changements profonds dans la franc-maçonnerie africaine. L'absence de la France et la présence notable de la Russie reflètent des dynamiques géopolitiques qui redéfinissent les relations internationales, y compris au sein des cercles maçonniques.

Cette évolution ouvre la voie à une maçonnerie plus indépendante et ancrée dans les réalités africaines, mais elle soulève aussi des questions sur les risques de nouvelles influences étrangères. Dans ce contexte, la Grande Loge du Burkina Faso a un rôle clé à jouer pour préserver l'esprit de fraternité tout en s'adaptant aux défis du monde contemporain.

La rédaction ■

**ISMÈNE
AHAMIDÉ
SACRÉE
POUR
SON
IMPACT**



ISMÈNE AHAMIDÉ SACRÉE POUR SON IMPACT

Ce mercredi 27 novembre 2024, au prestigieux Mövenpick Hôtel de Nairobi, au Kenya, s'est tenue la cérémonie des AFSIA Solar Awards. Ce grand événement a consacré Madame Ismène Ahamidé, Directrice Générale d'ISMAST ENERGY, pour son rôle de pionnière dans le secteur de l'énergie solaire en Afrique. Ce prix prestigieux salue ses efforts exceptionnels pour promouvoir les énergies renouvelables et transformer des vies à travers des solutions innovantes et inclusives.

Issue d'un milieu modeste, Ismène Ahamidé a fait de son rêve une réalité. Passionnée par les énergies renouvelables, elle a fondé ISMAST ENERGY, une entreprise qui électrifie des villages isolés, équipe

des infrastructures sociales en énergie solaire et offre un accès fiable et abordable à des milliers de ménages. Son engagement ne se limite pas à l'électrification : elle forme également des jeunes et des femmes, les intégrant activement à la chaîne de valeur énergétique. Le prix reçu par Madame Ahamidé célèbre son leadership dans un secteur encore largement dominé par les hommes. Être la seule femme nommée cette année montre le chemin qu'elle a tracé pour inspirer la prochaine génération. Elle a prouvé que l'énergie solaire peut être un levier de transformation sociale et économique, tout en luttant contre la pauvreté énergétique et les effets du changement climatique. Les AFSIA Solar Awards, qui se tiennent chaque

année, récompensent les leaders et innovations marquants dans le domaine de l'énergie solaire en Afrique. Le choix du Mövenpick Hôtel, à Nairobi, comme lieu de la cérémonie, symbolise l'importance croissante de la région dans le développement des énergies renouvelables. En honorant Ismène Ahamidé, cette édition met en lumière le rôle clé de l'Afrique dans la transition énergétique mondiale. Son travail incarne une Afrique inspirée, innovante et résolument tournée vers un avenir durable.

Par cet accomplissement, Madame Ahamidé rappelle que l'innovation et la collaboration sont les piliers d'un avenir meilleur pour le continent. Une Afrique éclairée par le solaire, portée par des leaders engagés.





1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafriquetv.bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE